



**COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX D'UNIDROIT  
POUR LA PREPARATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE  
PORTANT SUR LES BIENS SPATIAUX A LA  
CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES  
INTERNATIONALES PORTANT SUR DES MATERIELS  
D'EQUIPEMENT MOBILES  
Quatrième session  
Rome, 3/7 mai 2010**

UNIDROIT 2010  
C.E.G./Pr. spatial/4/W.P. 5  
Original: anglais  
mai 2010

*RAPPORT*

*SUR LES REPONSES A L'ENQUETE MENEES AUPRES DES CANDIDATS POTENTIELS  
A L'EXERCICE DES FONCTIONS D'AUTORITE DE SURVEILLANCE DU SYSTEME INTERNATIONAL  
D'INSCRIPTION POUR LES BIENS SPATIAUX  
QUI SERA ETABLI EN VERTU DU FUTUR PROTOCOLE*

*(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)*

1. A sa troisième session tenue à Rome du 7 au 11 décembre 2009, le Comité d'experts gouvernementaux a demandé à M. Faria, Secrétaire Général d'UNIDROIT, de contacter, au nom du Conseil de Direction d'UNIDROIT, les Organisations qui pourraient, à la lumière de l'examen de la question par le Comité d'experts gouvernementaux lors de cette session et des conclusions du Sous-comité du Comité d'experts gouvernementaux chargé d'examiner certains aspects du futur système international d'inscription pour les biens spatiaux lors de sa réunion tenue à Rome les 26 et 27 octobre 2009<sup>1</sup>, être considérées comme des candidats potentiels aux fonctions d'Autorité de surveillance du système international d'inscription qui sera établi en vertu du futur Protocole, afin que ces Organisations aient la possibilité d'examiner leur adéquation potentielle à ce rôle et, le cas échéant, de leur donner le temps nécessaire pour obtenir toutes les autorisations internes qui seraient nécessaires pour pouvoir répondre, en principe, à une invitation qui pourrait leur être adressée par la Conférence diplomatique d'adoption du futur projet de Protocole spatial<sup>2</sup>.
2. Le 3 février 2010, le Secrétaire Général d'UNIDROIT a envoyé de telles lettres à M. Raymond Benjamin, Secrétaire Général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), Capitaine Esteban Pacha-Vicente, Directeur Général de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellite (I.M.S.O.), et à M. Hamadoun Touré, Secrétaire Général de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.), à savoir les Organisations qui avaient fait l'objet de discussions dans ce contexte lors de la troisième session du Comité d'experts gouvernementaux et de la réunion du Sous-comité susmentionnée<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Cf. C.E.G./Pr.spatial/3/W.P. 7 rév.

<sup>2</sup> Cf. C.E.G./Pr.spatial /3/Report rév., § 53.

<sup>3</sup> Cf. C.E.G./Pr.spatial /4/W.P. 2 rév., § 9.

3. Comme cela a déjà été indiqué dans un autre document <sup>4</sup>, dans sa lettre en date du 22 mars 2010 <sup>5</sup>, le Capitaine Pacha-Vicente a informé le Secrétaire Général d'UNIDROIT que, suite à la décision prise par le Comité consultatif (*Advisory Committee*) de l'I.M.S.O. lors de sa Vingt-sixième Session, tenue à Londres du 17 au 19 mars 2010, l'I.M.S.O. ne serait pas en mesure d'assumer les fonctions d'Autorité de surveillance.

4. Dans un message électronique en date du 29 avril 2010, M. Arnaud Guillot, Conseiller juridique et Chef de l'Unité des Affaires juridiques de l'U.I.T., a informé M. M.J. Stanford, Secrétaire Général adjoint d'UNIDROIT, que "l'UIT continue à marquer un intérêt très vif pour les travaux menés sous l'égide de l'UNIDROIT et, en particulier, pour la préparation du Protocole portant sur les biens spatiaux auxquels l'Union a pris une part extrêmement active au travers de la participation constante d'un représentant du Bureau des radiocommunications."

Il a poursuivi en indiquant qu'"[e]n ce qui concerne les fonctions d'Autorité de surveillance du Registre international pour les biens spatiaux au terme du futur Protocole, je peux vous confirmer l'intérêt manifesté tant par le Secrétaire général de l'UIT que par le Directeur du Bureau des radiocommunications pour que l'Union se voit confier, le cas échéant, cette tâche à la fois prestigieuse et fondamentale pour l'administration et l'opérabilité du système d'enregistrement. Néanmoins, cette manifestation d'intérêt est, bien entendu, assujettie à l'aval de principe des organes exécutifs de l'Union (Conseil et Conférence de Plénipotentiaires) qui ne pourront, vous le comprendrez, se prononcer sur le sujet qu'une fois le rôle de l'Autorité précisé et définitivement arrêté et les conséquences structurelles, opérationnelles et surtout financières très clairement identifiées. "

5. Alors que le Registre international pour les aéronefs fonctionne depuis 2006 à la satisfaction des utilisateurs et des Etats, et que le Conseil de l'O.A.C.I. a décidé en novembre 2009 de renouveler le contrat de Aviareto Ltd en tant que Conservateur du Registre international pour les aéronefs, le Conseil de l'I.C.A.O. n'a pas à ce jour discuté de la question de savoir s'il serait disposé à assurer les fonctions d'Autorité de surveillance d'un autre Registre international en vertu du système du Cap. Le Secrétariat de l'O.A.C.I. a cependant indiqué qu'il n'excluait pas, en principe, cette possibilité s'il était invité à le faire par la Conférence diplomatique pour l'adoption du futur Protocole spatial sous réserve, bien entendu, d'une discussion et d'une décision en ce sens par le Conseil de l'O.A.C.I..

---

<sup>4</sup> *Idem.*

<sup>5</sup> Cette lettre est reproduite en Annexe I au présent rapport, avec l'extrait du rapport de la Vingt-sixième session du Comité consultatif de l'I.M.S.O. annexé à cette lettre (en anglais seulement).

**ANNEXE I**

LETTRE ENVOYEE LE 22 MARS 2010 PART LE CAPITAINE ESTEBAN PACHA-  
VICENTE, DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION DE  
TELECOMMUNICATIONS MOBILES PAR SATELLITE, A M. J.A. ESTRELLA FARIA,  
SECRETAIRE GENERAL D'UNIDROIT

Mr Jose Angelo Estrella Faria  
Secretary General  
International Institute for the Unification of Private Law  
Via Panisperna 28  
00184 Rome Italy

**Ref: IMSO/2010/GEN/172**

22 March 2010

Dear Mr Estrella

Many thanks for your letter IGO/S72J(6)/I 13 of 3 February 2010, asking me to let you know before *May 2010* "*whether IMSO wishes to be considered as a potential Supervisory Authority of the International Registry under the future Space Protocol, and if so, the internal procedures that would need to be complied with in order to permit IMSO to be in a position to respond, at least in principle, to any invitation to assume such functions that might be addressed to it by the future Diplomatic Conference*".

As you are aware, I indicated to the UNIDROIT Committee of governmental experts held in Rome in October 2009, that "*at this stage I am not in a position to advise UNIDROIT of any certain possibility that IWO could assume functions of Supervisory Authority as envisaged by the draft Protocol on Space Assets under preparation*".

I reported fully on this matter to the Twenty-Sixth Session of the IMSO Advisory Committee, which met in London last week, asking for comments and advice, as appropriate, taking in account that undertaking such a function would require amendment to the IMSO Convention as well as the securing of start up funds and running costs.

After a full and frank discussion, and taking into account the need for a response in advance of the next session of the Committee of governmental experts to be held in early May 2010, the Advisory Committee "*agreed that IMSO could not assume the functions of Supervisory Authority as envisaged by the draft Protocol on Space Assets under preparation*".

An extract from the Report of the IMSO Advisory Committee is attached for your information.

In the light of the afore mentioned agreement of the Advisory Committee, your request for a response, "*at least in principle*", and recognizing that a reply is required by May 2010, indicating IMSO's preliminary position, I regret to inform you that IMSO is not in a position to assume the functions of Supervisory Authority as envisaged by the draft Protocol on Space Assets under preparation.

I will be reporting to the IMSO Assembly on this matter in July 2010, with a recommendation IMSO does not assume the functions of Supervisory Authority.

I will of course keep you fully informed of any discussions which take place during the Assembly session.

May I wish you every success in achieving a positive response from the ITU or ICAO which will enable these important functions to be undertaken. I look forward to being kept apprised of developments.

Yours sincerely

Esteban Pacha  
Director General

**EXTRACT FROM THE REPORT OF THE  
TWENTY-SIXTH SESSION OF THE IMSO ADVISORY COMMITTEE  
17-19 MARCH 2010**

"3.4 **UNIDROIT**

The Committee noted that IMSO is one of the organizations that have been considered by the Committee of Governmental Experts of UNIDROIT as a potential candidate to exercise the functions of Supervisory Authority of the future international Registry for Space Assets. UNIDROIT considers that it would be advisable for these functions to be exercised by an intergovernmental organization, where possible, with a specific competence related to the subject-matter of the Protocol in question. The Director General attended a meeting of the UNIDROIT Committee of governmental experts in Rome in December 2009, at which he made a statement that: *"At this stage I am not in a position to advise UNIDROIT of any certain possibility that IMSO could assume functions of Supervisory Authority as envisaged by the draft Protocol on Space Assets under preparation"*. He explained to the UNIDROIT Committee the process that would be involved in IMSO's consideration of any possible future role of IMSO as Supervisory Authority, including the fact that the IMSO Convention as amended in 2008 does not provide for IMSO to undertake any function different than those specifically referred in the Convention. He advised the UNIDROIT Committee of the difficulties which would be involved in considering new amendments to the IMSO Convention which would be necessary if IMSO were to assume the functions of Supervisory Authority of the International Registry for Space Assets.

The Secretary General of UNIDROIT, on behalf of UNIDROIT Governing Council, had formally written on 3 February 2010 to the Director General of IMSO asking *"whether IMSO wishes to be considered as a potential Supervisory Authority of the International Registry under the future Space Protocol, and if so, the internal procedures that would need to be complied with in order to permit IMSO to be in a position to respond, at least in principle, to any invitation to assume such functions that might be addressed to it by the future Diplomatic Conference"*. An Aide-Memoire provided by UNIDROIT was provided attached at Annex II to document AC/26/3.

The Committee noted that the Director General will be reporting to the Assembly on this matter and requested the Committee to comment and provide advice, as appropriate, taking in account that undertaking such a function would require amendment to the IMSO Convention as well as the securing of start up funds and running costs.

The Committee agreed that IMSO could not assume the functions of Supervisory Authority as envisaged by the draft Protocol on Space Assets under preparation. The Committee noted that the Director General will write to the Secretary General of UNIDROIT in this regard, recognizing that a reply was required by May 2010, indicating IMSO's preliminary position. The Director General will report to the Assembly and will recommend that IMSO does not assume the functions of Supervisory Authority.

**ANNEXE II**

EXTRAIT DU MESSAGE ELECTRONIQUE ENVOYE LE 9 AVRIL 2010 PAR M. ARNAUD GUILLOT,  
CONSEILLER JURIDIQUE ET CHEF DE L'UNITE DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'UNION  
INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS, A M. M.J. STANFORD, SECRETAIRE GENERAL  
ADJOINT D'UNIDROIT

Cher Monsieur Stanford,

*(Omissis)*

... je puis vous assurer que l'UIT continue à marquer un intérêt très vif pour les travaux menés sous l'égide de l'UNIDROIT et, en particulier, pour la préparation du Protocole portant sur les biens spatiaux auxquels l'Union a pris une part extrêmement active au travers de la participation constante d'un représentant du Bureau des radiocommunications.

*(Omissis)*

En ce qui concerne les fonctions d'Autorité de surveillance du Registre international pour les biens spatiaux au terme du futur Protocole, je peux vous confirmer l'intérêt manifesté tant par le Secrétaire général de l'UIT que par le Directeur du Bureau des radiocommunications pour que l'Union se voit confier, le cas échéant, cette tâche à la fois prestigieuse et fondamentale pour l'administration et l'opérabilité du système d'enregistrement. Néanmoins, cette manifestation d'intérêt est, bien entendu, assujettie à l'aval de principe des organes exécutifs de l'Union (Conseil et Conférence de Plénipotentiaires) qui ne pourront, vous le comprendrez, se prononcer sur le sujet qu'une fois le rôle de l'Autorité précisément et définitivement arrêté et les conséquences structurelles, opérationnelles et surtout financières très clairement identifiées.

Restant à votre disposition pour vous fournir de plus amples explications, je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Arnaud GUILLOT  
Conseiller juridique  
Chef, Unité des Affaires juridiques  
U.I.T.  
Tél.: +41 22 730 5208  
E-mail: arnaud.guillot@itu.int  
Fax: +41 22 730 6503